

situation ne provient pas seulement des événements militaires qui nous ont fait sentir l'urgente nécessité de dresser au plus tôt des remparts pour la défense de la liberté possible. Aussi graves sont les malentendus entre plusieurs des nations qui ont pour mission collective de défendre la liberté elle-même. Jamais n'a-t-on vu une telle confusion des esprits ni une telle incertitude de l'avenir. Les remarquables réalisations de la science, grâce auxquelles la parole et l'image peuvent être transmises instantanément dans toutes les parties du monde, ne font qu'ajouter à cette confusion.

A une heure aussi grave, aucune voix, si modeste soit-elle, ne doit aucunement, si elle peut s'en dispenser, ajouter au désarroi et au malentendu. La tâche primordiale du monde libre, c'est de restaurer au plus tôt la confiance mutuelle et la bonne volonté qui doivent toujours être à la base d'une collaboration efficace de toutes les nations libres. Il est pour nous de la plus haute importance que l'entente la plus complète et la collaboration la plus entière règnent entre le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Le programme de défense du monde libre repose dans une très grande mesure sur la conjugaison la plus étroite possible des efforts de ces trois nations.

L'association amicale que constitue le Commonwealth britannique n'a jamais pris à nos yeux autant d'importance qu'en ces heures si critiques. Outre ses traditions déjà anciennes et sa force persistante, il donne l'exemple au monde entier et démontre que des nations souveraines peuvent collaborer dans la plus parfaite harmonie sans autre lien que celui d'une foi profonde et durable en la valeur d'une telle amitié. Pour nous, cette collaboration doit avoir pour point de départ la Grande-Bretagne; la géographie a voulu que nous soyons destinés non seulement à vivre à côté des États-Unis, mais aussi à servir de trait d'union entre eux et la Grande-Bretagne, et puis l'ensemble du Commonwealth, lequel, grâce à son entière liberté d'association, est appelé à faciliter énormément l'entente et une étroite amitié entre toutes les nations. Cette amitié, nous le savons, est aujourd'hui notre seul espoir d'une paix solide et durable.

Il est essentiel en outre qu'entre nous et les États-Unis règne l'entente la plus efficace et la plus étroite. Malgré notre assez faible population, malgré la grande capacité de production et la force nationale de nos voisins qui font d'eux l'ancre de salut du monde libre, il reste qu'à plusieurs égards, à cause des ressources dont notre pays fortuné est doté, nous sommes pour eux leurs plus importants associés. Dans notre propre intérêt, dans celui de cette association de toutes

les nations libres, il importe au premier chef que le Canada ne fasse, dans le domaine des affaires internationales, aucune démarche qui pourrait susciter de la méfiance entre ces deux nations limitrophes qui offrent au monde entier un exemple frappant d'amitié internationale.

Je ne prétends pas qu'il nous faille suivre aveuglément la voie de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. Au contraire, je proclame bien haut que le Canada doit en tout temps s'inspirer d'une politique proprement canadienne, visant avant tout à l'expansion, à la prospérité et au développement du Canada. Mais s'il est important que nous protégions en tout temps notre avenir et notre indépendance, nous sommes bien forcés d'admettre qu'avec notre population, qui n'atteint pas un dixième de celle des États-Unis, qui est beaucoup inférieure à celle de la Grande-Bretagne, le rôle de dirigeants dans le domaine international revient, évidemment, surtout à ces pays; et c'est pourquoi il est si important que nos rapports avec eux restent très étroits et très intimes.

Je n'ai pas l'intention d'en dire plus long maintenant sur les affaires internationales, car, à mon sens, nous devrions attendre d'abord une déclaration du Gouvernement résumant les événements des quelques dernières semaines et indiquant l'orientation que veut se donner le gouvernement. Le discours du trône mentionne les affaires internationales dans des termes si vagues qu'il n'aide en rien l'étude actuelle de la question. Pour les raisons que j'ai données, je réserverai donc mes observations sur la politique du Gouvernement à l'égard des affaires extérieures jusqu'à ce que nous recevions les renseignements que le premier ministre a promis de nous communiquer avant la fin de la semaine.

Un examen soigneux du discours du trône ne nous aide pas beaucoup à deviner les véritables intentions du Gouvernement. Il suffit pour s'en convaincre de voir à quel point les journaux et d'autres se demandent quel sens il convient d'attribuer à tel ou tel passage du discours. Nous convenons tous que le danger est plus menaçant, comme le signale le discours. Nous le savons tous. Il serait d'ailleurs difficile de ne pas s'en rendre compte. Nous savions également que des unités de la Marine royale canadienne et du Corps d'aviation royal canadien s'acquittent de certaines tâches en Corée et qu'un bataillon du contingent spécial de l'armée canadienne est arrivé là-bas pour y poursuivre son instruction. Nous avons aussi appris avec un vif plaisir la nomination du général Eisenhower au poste de commandant suprême de l'armée européenne unifiée. Nous savions également que, plus d'une fois déjà, le Gouvernement a manifesté son intention de donner suite au